



PARTAGER

LES SURVOLTÉS ILS DISENT ADIEU À EDF

Maxime Brousse - Photo : Johanna Himmelsbach

ILS ÉTAIENT UNE DIZAINE, MOBILISÉS POUR FAIRE BARRAGE AUX FORAGES DE GAZ DE SCHISTE VERS MONTÉLIMAR. ILS ONT TRANSFORMÉ CETTE RÉVOLTE EN UN COLLECTIF DEVENU PRODUCTEUR D'ÉLECTRICITÉ SOLAIRE.

C'est l'automne, mais le ciel est bleu. Tant mieux : les 714 panneaux solaires produisent plus que prévu, en ce mois de novembre, m'explique Antoine Rousseau alors que nous arpentons le parc en compagnie de Karine Prunier et Sophie Sethon Cuisinier, tous membres actifs du collectif citoyen des Survoltés (qui compte une dizaine de personnes). Depuis leur mise en service au printemps dernier, les 1 472 m² de capteurs solaires produisent l'équivalent de la consommation de 150 foyers, hors chauffage.

Nous sommes dans le village d'Aubais, posé sur une colline rocheuse dans le sud-ouest du Gard. La commune accueille le premier parc photovoltaïque au sol financé sans aide des banques, ni soutien de la mairie. Une première dans le domaine de l'énergie citoyenne. Le parc photovoltaïque des Survoltés pose aussi des questions sur la démocratie locale, le politique et l'avenir. Et y apporte parfois des réponses.

Les Survoltés sont nés des mouvements d'opposition à une autre

source d'énergie, le gaz de schiste.

En 2011, « nous étions mobilisés contre le permis de Montélimar » qui devait autoriser Total à pratiquer des forages exploratoires, se souvient Sophie. De ce combat, gagné, a germé l'idée de créer un parc photovoltaïque, comme pour prouver que l'énergie née de la contestation pouvait engendrer des actions positives. Ne pas simplement être contre, mais proposer des alternatives.

À l'époque, la mairie accepte que le projet se réalise sur le terrain de l'ancienne décharge du village. Un lieu qui a son importance pour les Aubaisiens : pas question que leur projet

empiète sur des terres agricoles, et la perspective de transformer ce terrain inutilisable en quelque chose de productif est séduisante. « Tout découlait » du terrain, rappelle Sophie : les dimensions du parc, le nombre de panneaux et donc le montant des financements à trouver.

« EST-CE QUE JE PRENDS CE RISQUE ? »

Mais alors que le projet se concrétise, la mairie commence à traîner les pieds. « Au bout d'un moment, on a voulu laisser tomber », se souvient Sophie. « On est un village de 2 500 habitants, les gens n'ont pas forcément une vision... », tempère Antoine. La maire [Pilar Chaleyssin, sans étiquette, ndlr] a peut-être eu peur. Elle s'est dit : « Trente ans [période d'exploitation du parc, après il faut renouveler les panneaux ou tout démonter, ndlr] c'est long, est-ce que je prends ce risque ? ». Les bénévoles ont fini par la convaincre... ou presque : le terrain est loué à la mairie 600 euros l'année. Mais Antoine assure que l'édile est devenue, au fil du temps, une vraie ambassadrice de l'aventure.

Sans aide de la mairie donc, ni soutien de la part des banques, l'association décroche en 2014 une subvention de la région Occitanie : pour chaque euro citoyen investi dans le projet, la Région versera un euro, dans la limite de 100 000 euros. Au total, 220 000 euros sont récoltés auprès de particuliers via une plateforme participative, auxquels s'ajoutent les 100 000 euros de la Région, plus 20 000 euros d'investissement de Luxel, constructeur de panneaux photovoltaïques régional, et d'Enercoop, fournisseur d'électricité verte. Le recours à un distributeur agréé est en effet indispensable pour acheminer l'électricité produite par le parc photovoltaïque vers les foyers desservis localement.

Côté technique, le collectif peut compter sur l'aide d'ECLR (Énergies citoyennes locales et renouvelables) Occitanie, une association membre du réseau Énergie partagée, en partie financée par l'Ademe et Enercoop. En 2015, pour mettre en œuvre le projet, la SAS Le Watt citoyen est créée, et en 2018 enfin, c'est l'inauguration.

Mais pour les Survoltés, l'achèvement du chantier marque... un début. « Nous

**PROUVER QUE L'ÉNERGIE
DE LA CONTESTATION
POUVAIT ENGENDRER DES
ACTIONS POSITIVES.**

avons une vision à très long terme, explique Karine Prunier. Notre but est de créer un territoire à énergie positive – ou autonome, en tout cas. Nous voulons animer une réelle transition énergétique sur le territoire Vaunage-Petite Camargue. » Ils veulent mettre l'expérience acquise au service de projets plus ambitieux. « L'idée, c'est d'aller vers des technologies qui produisent beaucoup plus : les éoliennes. » Mais il faudrait environ dix ans pour faire aboutir un tel projet. D'ici là, les Survoltés veulent en faire émerger d'autres, « qui permettent d'animer un territoire rapidement » afin d'« aider à l'émergence d'un tissu associatif ultra-local », pointu en matières d'énergies renouvelables. Concrètement, il s'agit de développer des actions

(conférences, interventions dans des écoles, diffusion de films pour sensibiliser les habitants) et des montages de « grappes » photovoltaïques, pour associer les citoyens et les communes. « On essaie d'aller chercher des toitures communales et d'y associer l'énergie et la participation citoyennes, pour préparer des choses plus grandes », détaille Karine. Pour financer tous ces projets, la SAS Le Watt citoyen versera chaque année 3 500 euros aux Survoltés : une manière de réinjecter la subvention de la région.

« Tant que les élus n'auront pas le panache de faire ce pour quoi ils sont élus – c'est-à-dire inscrire le territoire dans quelque chose qui aura encore du sens dans trente ans –, il faudra bien que les citoyens

le fassent », affirme Karine. Et c'est tout l'enjeu des Survoltés. Formés par Enercoop, l'ECLR et, sur le terrain, « à des techniques de prise de décision collective et de démocratie participative, mais aussi à des aspects techniques ou juridiques », les membres du collectif

**« NOUS VOULONS ANIMER
UNE RÉELLE TRANSITION
ÉNERGÉTIQUE DE
NOTRE TERRITOIRE. »**



UNE PARTIE DES SURVOLTÉS.
De gauche à droite, Sophie Setbon Cuisinier, Antoine Rousseau et Karine Prunier.

veulent voir leurs actions essaimer. « L'objectif, c'est de montrer que c'est faisable : transmettre le savoir qu'on a acquis, animer des projections, des débats, des rencontres... » Et ainsi permettre aux citoyens de se réapproprier l'enjeu majeur qu'est l'énergie, sa production, son utilisation.

Dans ce domaine, les Aubaisiens ont bien intégré la leçon de l'association Négawatt, qui propose un scénario de transition énergétique pour la France : ne pas s'intéresser uniquement aux énergies renouvelables. Elle insiste sur la sobriété et l'efficacité énergétiques. Certains membres de l'association envisagent d'ailleurs de mettre en place une formation destinée aux jeunes artisans, centrée sur les économies d'énergie. « Les Survoltés feraient le lien en accueillant les citoyens intéressés dans des permanences de village. On leur proposerait une pré-étude, gratuite, de rénovation énergétique, et on les mettrait en relation avec ces professionnels », détaille Antoine, qui voit plus loin : « Soit les gens ont la possibilité de financer cette rénovation énergétique, soit on peut envisager la création d'une coopérative et dans ce cas, d'autres personnes investiraient, dans des logements sociaux par exemple. » En gros, de la finance solidaire à petite échelle, qui permet d'« investir dans des projets qui ont du sens », pour Karine. Du parc existant au futur projet éolien, un même cap est donc fixé : faire des citoyens les acteurs de la transition. ♦